



sans frontières

GRÈVE GÉNÉRALE « inévitable » en Espagne



C'est la 1^{re} depuis 14 ans ! La grève de 24 heures organisée dans la fonction publique a été largement suivie par 75 % des salariés. Des dizaines de milliers de fonctionnaires manifestaient contre la baisse de 5 % de leurs traitements en 2010, et le gel de leurs rémunérations en 2011. Tout comme le gel des retraites, cette mesure fait partie d'un arsenal de restrictions afin d'accélérer la réduction des déficits publics, qui doivent passer de 11,2 % fin 2009 à moins de 3 % en 2013...

Adopté sous la pression des marchés et de Bruxelles, ce plan d'économies de 15 milliards d'euros complète un 1^{er} tour de vis portant sur 50 milliards d'ici à 2013. Dans un pays frappé par un chômage massif (20 % de la population active), le mécontentement dépasse largement la fonction publique. Les syndicats brandissent la menace d'une grève générale si le gouvernement met à exécution unilatéralement son projet de réforme du marché du travail. Les indemnités payées par les entreprises seraient alors diminuées et restreintes dans la durée pour les travailleurs en CDI.



Sit-in de protestation au Maroc

Le 20 mai dernier, la FNPT/UMT

a décrété une grève nationale à La Poste, avec un sit-in de protestation devant le parlement. 53 % des travailleurs ont fait grève ce jour-là. Les grévistes ont revendiqué l'arrêt immédiat des violations des droits syndicaux. Ils ont manifesté leur refus de la mise en place d'un nouvel outil RH en lieu et place des règles régissant leur statut. Par ailleurs, ils ont demandé la régularisation de la situation des diplômés non reclassés aux échelles de rémunération correspondantes. Enfin, le syndicat marocain a exigé le comblement des sous-effectifs et l'amélioration des conditions de travail.



« Arrêtez d'abaisser la barre ! »

Ce slogan a permis aux travailleurs

américains de T Mobile, filiale de Deutsche Telekom, de faire entendre leurs revendications. Ils ont ainsi traversé l'Atlantique pour participer à l'assemblée générale à Cologne. Ils ont exprimé leurs préoccupations concernant

la différence de traitement entre les salariés de Deutsche Telekom en Allemagne et ceux qui travaillent à l'étranger. Deutsche Telekom est connu, spécialement aux Etats-Unis, pour être un employeur qui fait régner la peur parmi ses travailleurs. Notamment la peur du licenciement, si l'on est pris en train de lire des brochures du syndicat CWA (Communications workers of America).

Il devient urgent que Deutsche Telekom signe avec UNI un accord mondial garantissant les droits syndicaux fondamentaux pour tous ses travailleurs.



Victoire suisse contre la libéralisation postale

Sous la pression de l'initiative « Pour une poste forte », la Commission des transports et des télécommunications du Conseil national a renoncé à la libéralisation totale du marché postal. Elle s'est ainsi rangée aux arguments que le syndicat de la communication répète inlassablement depuis des années. À savoir que le maintien d'un service universel postal de qualité passe par un monopole



Après la Grèce, la Bulgarie ?

Pour digérer les milliards d'euros partis en fumée avec la crise, l'Europe tente de rassurer les marchés avec une cure d'austérité

qui s'étend à tous les pays. Libéralisme oblige ! Les ministres européens des Finances ont trouvé un accord de principe pour doter l'office européen des statistiques Eurostat de pouvoirs d'enquête élargis. En ligne de mire, la Bulgarie.

L' Eurostat va donc bientôt obtenir des pouvoirs d'enquête importants avec droit d'inspection pour vérifier les données fournies par ce pays.

Jusqu'ici, Eurostat ne pouvait qu'enquêter auprès des offices de statistiques nationaux. Désormais, cet organisme va pouvoir interroger aussi « tous les acteurs qui lui paraissent appropriés pour vérifier la véracité des chiffres »... Sans le moindre complexe, Eurostat s'insinue dans les affaires d'un état et bafoue sa souveraineté ! Gare à l'œil de Bruxelles !

résiduel sur le courrier. Un marché postal entièrement libéralisé ne profite qu'aux très grands clients de la poste et implique en revanche des augmentations de prix et une détérioration des prestations pour tous les autres usagers, ainsi que pour les employés du secteur postal. La pétition de 120 000 signatures pour l'initiative « Pour une poste forte » est utilement venue le rappeler aux parlementaires. Tout comme elle a montré la détermination et la capacité du syndicat à utiliser l'arme du référendum pour faire échec à la libéralisation.



« Relance » de la privatisation de Royal Mail

David Cameron s'est engagé à

relancer la privatisation partielle de Royal Mail, un projet qui avait été enterré l'été dernier par le précédent gouvernement travailliste. La coalition unissant conservateurs et libéraux-démocrates « cherchera à assurer une injection de capitaux privés dans Royal Mail, avec une possibilité de détention par ses employés ». En clair, le gouvernement veut procéder à une ouverture du capital. Le secrétaire général du syndicat des postiers britanniques, le CWU, s'est aussitôt insurgé contre cette relance de la privatisation partielle du groupe postal : « La population britannique a toujours rejeté la privatisation de Royal Mail, et cette décision, qui revient à réchauffer des politiques ayant échoué, va être très impopulaire ».



Taxe bancaire : même pas née, déjà enterrée

Les ministres des finances des pays du G20, réunis en Corée du Sud n'ont pas réussi à s'entendre sur la mise en place d'une taxe bancaire internationale. Étudié depuis des mois, redouté des banques, le projet a choppé sur la résistance du Canada, de l'Australie, du

Japon et d'un groupe de pays émergents. Ces États, qui ont tous échappé à la crise de 2008, refusaient le principe d'une telle contribution. Ils ont souligné qu'une telle taxe risquerait de renchérir le crédit aux ménages et aux entreprises, sans renforcer la solidité du secteur. Cette conclusion est un échec pour les États-Unis, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, partisans d'une telle fiscalité.

Les agences de notation font la loi !



La Hongrie va bénéficier d'un prêt de 20 milliards d'euros, accordé par le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne (UE), en échange d'un « programme d'ajustements structurels ». S'ingérant dans les affaires de ce pays, l'agence de notation Fitch Ratings s'est félicitée du résultat des dernières élections : « une opportunité pour introduire des réformes structurelles », afin « de compléter l'amélioration de la situation des finances publiques ». Une politique d'austérité est pourtant menée depuis septembre 2006 pour ramener le déficit à 3 % du PIB et l'endettement à 60 %. Réduction des dépenses de l'État, des dépenses sociales (essentiellement les allocations familiales, la sécurité sociale et le système des retraites) et hausse de la TVA. L'effet a été calamiteux : dès 2007, un taux de croissance de 1,1 %, le plus bas depuis dix ans et le plus faible de l'UE. Dès l'année suivante, le pays a dû être secouru par le FMI, l'UE et la Banque mondiale.